



# Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1110 MORGES - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 9 No 5

MAI 1978

PUBLIÉ AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DU PNUE, DE L'UNESCO ET DU WWF

## Une lueur d'espoir au Sierra Leone

A en juger de l'extérieur, il semblerait que le Sierra Leone n'a guère d'espoir à offrir pour la conservation de ses belles ressources naturelles. Il n'a aucun parc national ou réserve de gibier — bien qu'un certain nombre de régions aient fait l'objet d'études et de propositions. Pratiquement — toutes les réserves « non cynégétiques » et forestières sont exploitées par des entreprises d'abattage et autres industries détentrices de concessions, tandis que l'agriculture de rotation empiète sur les domaines forestiers. Une poignée de personnes qualifiées plus quelque 20 gardes doivent administrer un territoire de taille respectable sans moyens de transport et sans équipement de base pour le travail sur le terrain.

Aucun recensement valable des populations animales n'a été fait, pourtant, les quotas de chasse ont été fixés à des niveaux très généreux — qui sont d'ailleurs rarement appliqués. Ainsi, tout chasseur a droit à deux éléphants dont les défenses ne doivent pas peser plus de 5 kg. Comme chacun est autorisé à garder une défense, il est sûr de faire un profit confortable sur le marché de l'ivoire. Le gibier des réserves non cynégétiques est également pillé sans vergogne. Le Sierra Leone est un paradis pour les chasseurs étrangers, ce qui est inhabituel dans l'Afrique d'aujourd'hui.

### Un groupe de conservation dynamique

La *Wildlife Conservation Association* (WILCA) du Sierra Leone est une lueur d'espoir dans ce tableau plutôt sombre. Fondée en décembre 1976, cette association s'efforce avec une grande énergie, d'alerter le gouvernement et la population (en particulier la jeune génération). Cependant, ses ressources sont minimes et inadéquates pour réaliser la tâche qu'elle s'est fixée. Elle pourrait faire beaucoup plus si elle recevait de l'aide.

WILCA souligne que la disparition rapide de la faune du pays, outre qu'elle va à l'encontre des valeurs de la conservation, détruit la base de ce qui pourrait être un tourisme florissant — car ce qui attire essentiellement les touristes vers l'Afrique, c'est sa richesse en faune.

Non content de reprendre la question de la conservation dans des articles de journaux, la WILCA s'est adressée directement au ministère concerné dans des lettres datées du mois de juillet 1977 et (étant restée sans réponse) de mars 1978. Soulignant que les forêts de Sierra Leone ne couvrent que 41% du pays — comparé à 21% dans un pays voisin, le Libéria, soucieux de conserver la nature — la WILCA met l'accent sur la forêt de Gola,

(Suite page 28)

*L'Assemblée générale sera invitée à approuver l'augmentation des cotisations de la plupart des membres; certaines cotisations resteront inchangées et quelques-unes seront diminuées*

## Le conseil approuve l'augmentation des cotisations

A sa réunion du 4 au 6 mai, le conseil de l'UICN a accepté le projet avancé par le bureau d'augmenter les cotisations des membres à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979. L'augmentation globale sera de 60%. Si le plan est approuvé par la 14<sup>e</sup> Assemblée générale, l'avenir de l'UICN devrait être raisonnablement sûr, car les membres financeraient alors les dépenses minimales de l'UICN, c'est-à-dire le minimum nécessaire pour que l'UICN puisse continuer à agir, quoique de manière très restreinte. Ces dépenses minimales représentent 24% du budget de 1978. La contribution actuelle des membres est de 17,5%.

Il est proposé que les cotisations annuelles des Etats et des organisations gouvernementales soient augmentées en moyenne de 60% et qu'un barème progressif des cotisations représentant la même augmentation soit mis en place pour les organisations non gouvernementales. Les ONG varient énormément par la taille et les ressources; certaines seraient très touchées par une augmentation, quelle qu'elle soit. C'est pourquoi bien que la plupart d'entre elles seront invitées à payer 60% de plus qu'avant, une importante minorité — plus du quart — n'aura pas d'augmentation. Une autre minorité restreinte verra ses cotisations doubler tandis que pour d'autres, elles seront au contraire réduites.

### Les dépenses de base minimales de l'UICN

Sans le soutien financier du PNUE et du WWF, l'UICN cesserait d'exister. En l'état actuel des choses, les membres de l'UICN n'obtiennent pas seulement ce pourquoi le PNUE et le WWF paient, mais aussi et pourquoi le PNUE et le WWF paient. S'il n'y a aucune raison de supposer que ces organisations ne continueront pas à soutenir l'UICN, la survie de l'UICN ne doit pas dépendre de ces organisations. En outre, les organismes de financement attendent toujours des organisations financées qu'elles assument leurs dépenses de base minimales. Les dépenses de base minimales que les membres de l'UICN sont invités à financer, impliquent un personnel de 13 personnes qui couvrirait la base minimale de la surveillance continue (rassemblement de données, analyse, publication des résultats), stratégie, et promotion des activités d'autres organisations. Ce serait,

à tous égards, un programme squelettique, mais ce serait mieux que rien.

Les dépenses de l'UICN, l'an dernier, se sont montées à 4.896.000 Fs. Les recettes provenant des membres ont été de 840.000 Fs, dont 80.000 Fs, environ représentaient des paiements tardifs de cotisations de 1976. 80% environ des recettes de l'UICN émanant des membres, proviennent des Etats et des organismes de droit public. Le directeur général a écrit à ces membres en leur demandant instamment de frayer le chemin aux propositions d'augmentation, auprès des autorités compétentes afin que les délégués viennent à l'Assemblée générale avec des instructions leur permettant de les accepter.

### Un barème à 8 échelons pour les ONG.

Le secrétariat a établi un barème de 8 échelons et a réparti provisoirement toutes les ONG sur les 4 échelons inférieurs selon la connaissance — très variable — dont il disposait de leur situation financière. Il se pourra donc que ce classement ne soit pas exact, aussi les membres ont-ils été invités à le corriger selon ce qui leur conviendra. Les 4 échelons supérieurs sont prévus pour les membres qui se jugent en mesure de payer plus du double du taux actuel des ONG qui est de 500 Fs. Il faut souligner que pour toutes les ONG, ces nouveaux taux sont entièrement volontaires. Cependant, la situation acceptée par chacun sur l'échelle du barème sera dorénavant publiée dans le rapport annuel afin qu'elle soit connue de nous.

Il ne faut pas se dissimuler que pour bien des membres, gouvernementaux et non gouvernementaux, une forte augmentation des cotisations pourra poser des problèmes, en particulier du fait que plusieurs monnaies, dont le dollar, se sont notablement dépréciées l'an dernier. Mais si l'on juge par des sondages effectués auprès des membres, il semble que la préférence aille à une forte augmentation en une seule fois plutôt qu'à plusieurs petites augmentations. Il ne fait aucun doute que du point de vue de l'UICN, il vaut mieux que les finances de l'UICN repose aussitôt que possible sur une base solide.

**Autres nouvelles du conseil — voir pages 26 et 28**

## Nouvelles des Membres

# Succès pour les conservationnistes brésiliens

Les partisans de la conservation de la nature brésiliens commencent à constituer une force avec laquelle il faut compter. Ils sont décidés à ne plus rester les bras croisés sans se plaindre lorsqu'ils sont mis à l'écart par des intérêts industriels ou commerciaux, même si ceux-ci sont alliés au gouvernement. Maintenant, ils se battent... et gagnent!

Le département de l'environnement de l'Etat de Rio de Janeiro, *Fundação Estadual de Engenharia do Meio Ambiente* nous a fait part de deux incidents récents qui illustrent ce fait de façon encourageante.

La réserve biologique de Santa Teresa, dans l'Etat d'Espírito Santo, appartient au musée national de Rio de Janeiro. Il est dirigé par un naturaliste de renom, le professeur Augusto Ruschi. Le secrétariat à l'Agriculture a présenté le manque d'« amélioration » de la réserve pour indiquer qu'elle devrait être considérée comme n'ayant pas de propriétaire et transférée sous la juridiction de l'Institut forestier de l'Etat.

La réaction du professeur Ruschi a été énergique. Il avait pris la sage précaution de conserver une copie de la transaction entre le gouvernement de l'Etat et le musée national. Il a publié cette transaction, prouvant de la sorte qu'une page avait été déchirée du registre de l'Etat.

Fort de quelque 800 documents scientifiques fondés sur l'étude de la flore et de la faune de la réserve, il a dénoncé l'intention du gouvernement de céder cette région à une firme agro-industrielle qui prévoyait de remplacer les formations naturelles par des plantations commerciales de palmiers.

Les médias reprirent l'affaire et la position prise par le professeur Ruschi connut un large soutien populaire. Une assemblée populaire fut organisée et obtint d'être entendue du gouverneur de l'Etat. La réserve est maintenant en sécurité; elle ne sera pas reprise par le monde des affaires.

Le second incident concerne une tentative d'implantation d'une vaste usine de cel-

lulose sur les rives du Paranapanema, pratiquement la seule rivière non polluée de l'Etat de São Paulo. La Banque nationale de développement économique devait financer le projet.

Un mouvement de protestation énergique devait s'organiser rapidement, sous la direction des 29 maires de 29 municipalités de la vallée de Paranapanema. Là encore, la presse et les organisations locales apportèrent leur soutien au mouvement qui devait publier son propre périodique. La rivière est sauvée maintenant. Le législatif de São Paulo a jugé que le projet n'était pas économiquement viable.

## Sécurité pour les canards en Suède

Le Parlement suédois a rejeté la proposition gouvernementale de réintroduire le tir des canards au printemps. Cette heureuse issue est due, dans une large mesure, à l'efficacité du groupe de pression de la Société suédoise pour la conservation de la nature et de la Société ornithologique suédoise, ainsi qu'à la déclaration très ferme du Conseil suédois de la protection de l'environnement. Ces organismes sont tous membres du Conseil international pour la préservation des oiseaux.

## Linné: timbres commémoratifs

Cette année marque le bicentenaire de la mort du célèbre naturaliste suédois, Carl Linné. L'Office des postes suédois a émis un fascicule de six timbres accompagnés d'un texte en suédois, en anglais et en allemand intitulé *The travels of Linnaeus*. Cette série a été lancée, entre autre, par le WWF — suède; elle peut être obtenue auprès de tous les détaillants de timbres. Les timbres ont une « annulation du premier jour ». Pour plus d'information, écrire à: PPA, *Stampand Philatelic Service*, S-105 02 Stockholm.

## Bienvenue aux 18 nouveaux membres de l'UICN

Après avoir examiné leurs demandes d'entrée à l'UICN, le conseil a admis les 18 organisations suivantes comme membres de l'UICN.

### 3 organismes de droit public

Espagne	Servicio de Parques Naturales y Medio Ambiente, Diputación Provincial de Barcelona
République Dominicaine	Dirección Nacional de Parques
Venezuela	Compañía Nacional de Reforestación (CONARE)

### 12 organisations nationales non-gouvernementales

Antilles néerlandaises	Stichting Nationale Parken Nederlandse Antillen (STINAPA)
Argentine	Fundación Vida Silvestre Argentina
Argentine	Sociedad Argentina para el Derecho y la Administración del Ambiente y de los Recursos Naturales (SADARN)
Canada	Canadian Wildlife Federation
Colombie	Sociedad Colombiana de Ecología
Espagne	Lliga per a la Defensa del Patrimoni Natural (DEPANA)
Etats-Unis	Threshold, Inc.
Luxembourg	Ligue luxembourgeoise pour la protection de la nature et de l'environnement (NATURA)
République Fédérale d'Allemagne	Deutscher Bund für Vogelschutz e.V.
Suisse	Société suisse pour l'étude des oiseaux et leur protection (ALA)
Venezuela	Fundación para la Defensa de la Naturaleza (FUDENA)
Venezuela	Universidad Nacional Experimental de los Llanos Occidentales Ezequiel Zamora

### 3 organisations internationales non-gouvernementales

Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza (CATIE), Wildland Management Unit, Department of Forest Sciences (Costa Rica)
The University of the South Pacific (Fidji)
World Pheasant Association (Royaume-Uni)

## Communiqué — 14<sup>e</sup> Assemblée générale

L'agence de voyage soviétique Intourist a arrangé la réduction de certains prix d'hôtels à Ashkhâbâd pour les délégués participants à l'Assemblée générale. Les prix indiqués dans le *Bulletin* de mars sont donc modifiés comme suit:

Catégorie de l'hôtel	Simple	Double
	(prix en roubles)	
1 <sup>ère</sup> classe	36	28
2 <sup>ème</sup> classe	27	19
3 <sup>ème</sup> classe	22	15

Les chambres des hôtels de 1<sup>re</sup> classe ont leurs propres toilettes et bain. Les chambres des hôtels de 2<sup>e</sup> classe ont une douche mais pas de toilettes. Les chambres des hôtels de 3<sup>e</sup> classe n'ont ni lavabo, ni douche ni toilettes (ceux-ci sont dans le couloir).

Ces prix incluent le transport de et à l'aéroport et deux repas par jour (le petit déjeuner et le déjeuner). Autrement, le prix de trois repas par jour par personne est de 8 à 10 roubles, sans compter les suppléments et les boissons.

# Progrès aux Galapagos

90% des Galapagos forment un parc national. Etabli en 1968 par le gouvernement de l'Equateur, le parc est administré conjointement par la station de recherche Charles Darwin, et le service des parcs équatorien. Plusieurs projets liés, financés par le WWF, ont un objectif global commun — la conservation de cet écosystème très prisé.

Depuis 1974, un plan cadre pour l'utilisation et la protection du parc est appliqué. Par « utilisation », il faut entendre le tourisme et les visites scientifiques. « Protection » signifie principalement un essai de renverser les effets d'un siècle de destruction et d'en éliminer les causes — animaux et plantes étrangers.

Les chèvres, les cochons, et dans une moindre mesure les chiens, les chats et même les ânes introduits jadis se sont multipliés et existent maintenant en nombre considérable, et ont dévasté la végétation et la faune unique de l'archipel. Parmi les 250 plantes introduites, 15 seulement posent des problèmes. Elles ont quand même supplanté certaines communautés de plantes natives.

« Protection » couvre également des tentatives de réintroduction d'iguanes terrestres et de plusieurs espèces de tortues terrestres géantes (par l'élevage en captivité). Des animaux marins — tortues et langoustines, poissons blancs — y ont également été inclus.

En 1977 le personnel du parc était en nombre très insuffisant. La campagne d'« élimination » gagnerait beaucoup en efficacité si leur nombre pouvait passer de 8 à 26. C'est l'objectif pour 1978.

### Excellente reconstitution de la végétation

Beaucoup moins d'animaux sauvages ont été abattus en 1977 qu'au cours des années précédentes. Cela a été dû en partie au manque de personnel, mais aussi au succès de la campagne d'élimination. Ainsi, sur l'île de Pinta, plus de 40.000 chèvres ont été abattues depuis 1971. Il n'y en a eu en tout que 600 de tuées l'an dernier, en dépit d'une chasse intensive. Les gardiens estiment qu'il ne reste que 1500 à 2000 chèvres, et la végétation regagne rapidement du terrain.

Sur d'autres îles, la végétation a également repris du terrain de façon frappante parallèlement à une réduction non moins frappante des animaux sauvages. L'élimination totale ne s'est pas toujours révélée possible — le sous-bois est très dense — mais en général, la situation est bonne. (Une exception: l'île de Santiago, où les cochons constituent toujours un problème — 1400 ont été abattus l'an dernier.)

La campagne qui se déroule parallèlement pour l'élimination des plantes est moins heureuse. Le manque de personnel et de botanistes ayant la formation désirée n'a pas permis la réalisation de progrès de ce côté en 1977.

### Tortues géantes et iguanes terrestres

Il y a quelques années, les tortues géantes étaient proches de l'extinction sur plusieurs îles. Les tortues nouvellement écloses étaient invariablement tuées par les animaux sauvages (les chiens en particulier). Maintenant que ces derniers ont pu être maîtrisés, les tortues terrestres sont en nombre plus sûr. L'an dernier, au titre du programme de repeuplement, 74 jeunes tortues, de 5 espèces différentes ont été retournées à leurs îles natales, ce qui porte à 323 le total de ces tortues. Le mâle solitaire de Pinta n'a toutefois pas encore trouvé de compagne de sa sous-espèce.

Un programme similaire porte sur deux populations très menacées d'iguanes terrestres. Les enclos d'élevage sont une réussite; les 41 iguanes relâchés sur l'île de Venecia semblent prospérer.

### Tortues, langoustines et poissons blancs

L'exploitation des tortues de mer dans les eaux continentales équatoriennes constituent un problème grandissant. Plusieurs firmes d'exportation les capturent en grand nombre — des tortues olivâtres pour la plupart, mais aussi des tortues luth et des tortues vertes. Deux de ces compagnies ont entrepris la pêche à la tortue verte dans les Galapagos. Les exportations sont principalement dirigées vers les E.-U., mais aussi vers la France et l'Italie.

La Station de recherche Charles Darwin a protesté énergiquement auprès du gouvernement équatorien en soulignant que l'on ne sait pratiquement rien des populations de tortues marines le long des côtes de l'Equateur, et qu'aux Galapagos, plusieurs années de recherche sont nécessaires pour déterminer le niveau de la productivité pérenne. Il a également été souligné que comme l'Equateur est partie à la CITES, le commerce de ces espèces avec des pays même non-parties, est illicite; il l'est doublement lorsqu'il s'agit de parties à la convention, comme les E.-U.: il en est résulté l'arrêt de toute exportation vers les Etats-Unis.

Pour le moment, la tortue verte des Galapagos est en sécurité. Seule la pêche de subsistance par les insulaires est autorisée; mais comme la chair de tortue n'est pas très prisée, les prises annuelles n'excèdent probablement pas la centaine. L'étude de la tortue verte des Galapagos continue, avec pour but d'en étudier les migrations. Plus de 10.000 tortues nouvellement écloses ont été marquées et relâchées ainsi que 2000 autres.

Un moratoire sur l'exportation des langoustines a permis à la population des Galapagos de se stabiliser ou même d'augmenter. Depuis 1975 un seul bateau les a pêchées au lieu de six, et l'on est actuellement en train de décider du niveau de toute pêche permanente.

Une étude approfondie de la dynamique des populations de divers poissons blancs, notamment l'espèce *Myxopterca Oflax*, a également été entreprise. Il y a des indications de sur-exploitation marquée de certains, ce qui constitue une menace aux écosystèmes marins et aux pêcheurs locaux.

### Un gros effort pour l'éducation

1977 a été l'année la plus active pour l'éducation environnementale. Dans les écoles, l'enseignement des sciences naturelles et de la conservation est dispensé à 90% des étudiants, tandis que les universités équatoriennes ont à nouveau accordé des bourses à des étudiants en biologie en fin d'étude. Parmi les autres activités, on peut citer un cours d'un mois pour guides naturalistes, et un cours de 2 semaines pour les professeurs, et les autorités civiles et militaires.

### De plus en plus de touristes

Le tourisme est florissant aux Galapagos. Si le système des sentiers marqués et des guides formés semble avoir réussi jusqu'à présent — aucun effet sérieux sur la faune n'a été observé — l'ampleur de l'extension touristique est une cause de préoccupation. Il y a eu en 1977 30% de touristes de plus (soit 8000) que l'année précédente, et l'augmentation sera encore plus forte en 1978. Un nouveau programme amène 320 touristes par semaine pour une visite d'une journée, et cela huit semaines par an.

### Dernière nouvelle: extension imminente d'un parc marin

Lors d'une réunion au siège du WWF du mois de mai, des représentants du gouvernement Equatorien ont annoncé que le soutien financier de leur gouvernement à la Fondation Charles Darwin sera doublée cette année, et sera d'un montant total de 350.000 \$ américains. Il a aussi été annoncé qu'en juin le parc national serait agrandi de 15 milles vers la mer et inclurait tous les bras de mer situés entre les îles.

Le décret rendant officielle cette importante extension marine du parc fera également du plan cadre la politique officielle du gouvernement et non plus simplement celle des autorités du parc. L'un des effets utiles dans dans l'immédiat est que le service du parc sera en mesure d'édicter une limite au nombre de touristes.

### Bear Association

Les personnes qui s'intéressent aux ours sont invitées à devenir membres actifs de la *Bear Biology Association*, dont le but est de favoriser la communication et la coopération dans la gestion, la recherche et la protection des ours et de leur habitat. Une circulaire est publiée tous les trimestres et une conférence internationale a lieu tous les trois ans. La prochaine aura lieu en 1980; on y attend encore une fois des participants de tous les coins du monde. La cotisation annuelle est de 5 dollars, 3 dollars pour les étudiants, payable à C. J. Martinka, trésorier, *Bear Biology Association, Glacier National Park, West Glacier, Montana 59396, E.-U.*

## Plus d'abattage à Endau Rompin

En Malaisie, le gouvernement de l'Etat de Pahang a donné la ferme assurance que l'abattage cessera après août à Endau Rompin. Un haut fonctionnaire a déclaré que l'abattage était limité à une région de 5000 ha. et qu'il continuerait de l'être. Des licences avaient été délivrées pour 12.000 ha.

## Interdiction des aérosols en Suède

Après les Etats-Unis, la Suède interdit la fabrication et l'utilisation du chlorofluorocarbène (CFC), gaz propulseur des vaporisateurs aérosols. Certains scientifiques craignent que ces gaz réduisent de façon alarmante l'ozone de la stratosphère qui filtre les rayons ultraviolets du soleil, ce qui provoquerait, entre autre, une augmentation du nombre de cancers de la peau.

La Suède est le premier pays européen à suivre l'exemple américain. La fabrication et l'importation de ces aérosols sera interdite à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1979 et leur vente à partir du mois de juin.

D'autres nations ne prennent pas cette mesure pour des raisons économiques. Elles se justifient en invoquant l'argument du manque de preuve formelle de ce que les aérosols de ce type détruisent la couche d'ozone.

### Autres nouvelles du conseil

#### Le directeur général accepte sa nomination pour trois ans

Le Conseil a demandé au directeur général, M. David Munro, d'accepter la prolongation de son mandat — une nomination pour trois ans à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1978. M. Munro, nommé directeur général en juillet l'an dernier pour 18 mois, a accepté cette offre. Il a déclaré: « Cette période supplémentaire sera certainement la bienvenue pour consolider ce que je n'ai jusqu'à présent fait que commencer ».

#### Le conseil présente la candidature d'un nouveau président

Le professeur Kuenen, qui fut élu président de l'UICN à la 11<sup>e</sup> Assemblée générale, a informé le conseil qu'il ne se représenterait pas. Le choix unanime du conseil s'est porté sur le professeur Kassas pour lui succéder; celui-ci se présentera à l'élection à Ashkhâbâd.

#### Commissions: rôle et cahier des charges définis

A la suite des décisions prises lors de la réunion des présidents de commissions en février dernier (voir *Bulletin* de mars)

## Deux nouvelles parties à la CITES

Monaco a adhéré le 19 avril à la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, tandis que la France l'approuvait le 11 mai. Ces pays deviennent donc les 45<sup>e</sup> et 46<sup>e</sup> parties à la convention.

La France a émis les réserves suivantes: tortue verte *Chelonia mydas*, tortue imbriquée *Eretmochelys imbricata*, crocodile du Nil *Crocodylus niloticus*, crocodile africain *Crocodylus cataphractus*, crocodile nain africain *Osteolaemus tetraspis*, le caïman noir *Melanosuchus niger*. Toutes ces espèces sont inscrites à l'annexe I. Le secrétariat de CITES espère que le gouvernement français sera bientôt en mesure de lever les réserves.

## Secrétariat: changements à l'administration et aux finances — nomination du secrétaire général de la CITES

M. Alan Pike, chef de l'administration et des finances retourne au département de l'environnement du R.-U. à la fin du mois de mai après avoir passé trois ans au secrétariat. Au début de cette période, la situation financière de l'UICN était extrêmement difficile, et M. Pike a joué un rôle de premier plan dans le rétablissement des finances. Il sera remplacé par M. Richard Herring qui

chacune des six commissions de l'UICN a présenté au conseil un document dans lequel elles définissent leur rôle et leur cahier des charges. Ces documents ont été approuvés avec quelques amendements mineurs.

Les candidatures proposées à la présidence des commissions sont les suivantes:

- Commission de l'écologie — Professeur J. D. Ovington, Australie
- Commission de l'éducation — M. Don Aldridge, R.-U.
- Commission de la planification de l'environnement — professeur Peter Jacobs, Canada
- Commission des politiques, du droit et de l'administration de l'environnement — M. W. E. Burhenne, République fédérale d'Allemagne.
- Commission des parcs nationaux et des régions protégées — M. Kenton Miller, E.-U.
- Commission du service de sauvegarde — Sir Peter Scott, R.-U.

Ces personnes ont accepté d'être candidates devant l'Assemblée générale.

## Organisation des élections

Le professeur Olivier Reverdin (Suisse), ancien membre du conseil exécutif de l'UICN, a été nommé responsable chargé de l'organisation des élections à l'Assemblée générale.

vient du Canada. M. Herring était assistant du secrétaire général, chargé des finances et de l'administration, des muséums nationaux du Canada. Il avait auparavant été en poste au service financier du département des pêches et de l'environnement.

M. Peter Sand a été nommé secrétaire général de la convention sur le commerce des espèces menacées (CITES) le 1<sup>er</sup> mai. M. Sand vient de République fédérale d'Allemagne et fut juriste à la FAO à Rome. Il assumera le secrétariat de plusieurs réunions intergouvernementales et effectuera des missions d'assistance technique en matière de législation environnementale et gestion des ressources naturelles en Afrique, Asie et Amérique Latine.

## Sierra Leone (suite)

très renommée, et demande instamment au gouvernement d'en protéger au moins un échantillon viable.

La forêt de Gola est la dernière forêt humide, primaire de la Sierra Leone. Elle abrite, comme l'explique la WILCA, des hippopotames nains, des chimpanzés, des bongos et d'autres espèces figurant dans le *Red Data Book*. Si la forêt est abattue et remplacée par des essences exotiques à croissance rapide (plan actuel) la chaîne alimentaire permettant à ces animaux de subsister sera rompue et ils disparaîtront.

### Un signe encourageant

Au cours d'une mission récente en Afrique de l'Ouest, John Kundaeli, responsable régional de l'UICN pour l'Afrique, a eu des entretiens avec plusieurs hauts fonctionnaires du gouvernement et avec des membres de la WILCA. Il est apparu que le gouvernement avait, tout récemment, demandé et reçu l'aide d'un consultant du R.-U. pour examiner à temps les régions dont la conservation est proposée et l'amélioration nécessaire pour l'infrastructure. C'est un signe encourageant montrant que le gouvernement a l'intention d'agir.

## Conférence sur la faune en Afrique

La 5<sup>e</sup> Conférence régionale sur la faune en Afrique centrale et de l'Est aura lieu au Botswana du 3 au 7 juillet. Elle aura pour thème la gestion et l'utilisation de la faune. Elle passera également en revue les progrès réalisés depuis la réunion de Seronera (1974) sur la constitution d'un réseau coordonné de parcs nationaux et de réserves analogues en Afrique de l'Est. L'UICN y sera représentée. Les demandes de renseignements doivent être adressées à: *Department of Game and National Parks*, Gaborone, Botswana.

Publication mensuelle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier du PNUE, de l'UNESCO et du WWF. Subvention de l'UNESCO 1977-1978 DG/2.1/414/45.

N.B. Les opinions exprimées dans le *Bulletin* sont celles de la rédaction. Elles doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN.

Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires.

Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le *Bulletin* sont priées d'écrire à la rédaction.